



Assemblée générale
Conseil économique et social

Distr.
GENERALE
A/42/137 ✓
E/1987/48
23 février 1987
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLEE GENERALE
Quarante-deuxième session
Point 12 de la liste préliminaire*
RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL
Seconda session ordinaire de 1987
Point 9 de l'ordre du jour provisoire**
PROBLEMES ALIMENTAIRES

Lettre datée du 18 février 1987, adressée au Secrétaire général par
le Représentant permanent de l'Australie auprès de l'Organisation
des Nations Unies

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la déclaration et de la communication ci-jointes, qui comportent un ensemble de propositions tendant à résoudre la crise du commerce international des produits agricoles, comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre du point 12 de la liste préliminaire, et du Conseil économique et social, au titre du point 9 de l'ordre du jour provisoire de sa seconde session ordinaire de 1987.

Il s'agit du texte d'une allocution que le Premier Ministre australien, M. Robert Hawke, a prononcée le 29 janvier 1987 (voir annexe I) à un colloque qui s'est tenu à Davos (Suisse) et d'une communication qu'il y a présentée (voir annexe II).

(Signé) Richard WOOLCOTT

* A/42/50.

** Voir décision 1987/108 du Conseil économique et social.

ANNEXE I

Allocution prononcée le 29 janvier 1987 par le Premier Ministre
australien à un colloque tenue à Davos (Suisse)

Depuis quelques années vous me faites l'honneur de m'inviter régulièrement à me joindre à vous à Davos. Il serait facile de dire qu'il m'a été matériellement impossible d'accepter vos invitations précédentes, mais ce serait vous mentir.

S'il est vrai que l'isolement géographique incommensurable de l'Australie a été atténué grâce au progrès prodigieux des transports modernes, on réfléchit deux fois avant de décider de traverser le monde d'un bout à l'autre, surtout lorsqu'il s'agit simplement d'aller retrouver une compagnie ou un environnement agréable - après tout ce n'est pas ça qui manque dans notre pays, surtout en cette époque de l'année.

Deux considérations connexes m'ont toutefois amené à accepter, avec plaisir, d'ouvrir le colloque de 1987.

Premièrement, la réputation de Davos n'a fait que croître. Cette réputation traduit le grand mérite que vous avez de réunir, année après année, dans une atmosphère franche et informelle, plusieurs centaines de responsables du monde des finances, du commerce et des investissements et des chefs de gouvernement. En d'autres termes, ce colloque est de plus en plus considéré comme une instance prestigieuse.

Deuxièmement, les peuples d'Australie et de bon nombre d'autres pays éprouvent un sentiment de frustration croissante à propos de ce que l'on peut, sans exagération, qualifier de désintégration du système économique mondial, désintégration qui menace la sécurité mondiale.

Je suis donc venu ici pour vous faire part de ce sentiment de frustration et présenter un certain nombre de propositions précises, pertinentes et pratiques. Ce faisant, j'ai la conviction que je m'adresse à une instance composée de personnes qui ne se bornent pas à échanger des vues et identifier des problèmes pour ensuite continuer comme si de rien n'était.

Je viens ici avec la conviction que vous estimez que nous avons tous, quelles que soient les fonctions que nous assumons, la responsabilité d'agir de façon décisive en vue d'éliminer les obstacles qui se dressent sur la voie d'un renouveau économique et politique durable.

Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs,

C'est un vieux routier de la politique qui s'adresse à vous ce soir. Etant donné l'urgence des tâches qui m'attendent, je ne puis me permettre le luxe de faire de simples conjectures sur les problèmes auxquels nous avons à faire face.

Bien au contraire, mon premier souci est d'exposer certaines des mesures qui nous permettront de faire des progrès immédiats sur la voie de ce renouveau politique et économique.

/...

Permettez-moi, néanmoins, de rappeler le contexte dans lequel se situent ces propositions.

Nul parmi vous n'ignore les graves problèmes économiques que connaît le monde. Nous vivons une époque d'incertitudes caractérisée par des phénomènes inquiétants qui se manifestent partout dans le monde : alourdissement de la dette, déséquilibres des comptes courants, taux d'intérêt et de chômage élevés.

Ces problèmes ont des causes profondes et complexes. Bon nombre des valeurs qui étaient à l'honneur depuis la fin de la guerre ont commencé à s'effriter quand elles ne sont pas complètement surannées sans avoir, pour autant, cédé la place à des principes nouveaux qui puissent guider les efforts à déployer pour venir à bout de nos difficultés.

Pour pouvoir correctement définir ces nouveaux principes, nous devons au préalable comprendre comment ces valeurs de la société d'après-guerre avaient elles-mêmes été définies.

Si nous voulons tant soit peu tirer des enseignements de l'avant-guerre, il faut savoir que le deuxième conflit mondial était dû en grande partie au fait que les responsables politiques n'avaient pas su prévoir l'effondrement des relations économiques, tant aux niveaux national qu'international, et n'avaient pas réagi en conséquence. L'un des grands esprits de ce siècle - John Maynard Keynes - avait très tôt tiré la sonnette d'alarme, d'abord dans son ouvrage intitulé Conséquences économiques de la paix (1919) puis dans sa Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie (1935-1936).

Au lendemain du conflit que Keynes avait prévu, le monde a montré qu'il avait tiré de ces erreurs les enseignements qui s'imposaient. Au niveau national, l'importance qu'il y avait à maintenir la demande globale à un niveau satisfaisant était mieux comprise et les mécanismes pertinents mieux appliqués. S'agissant des rapports entre nations, les vainqueurs de l'époque, plutôt que d'exiger de lourdes réparations des vaincus, se sont attachés à les aider à reconstruire leur économie, avec les succès remarquables que nous connaissons tous. Des mécanismes ont été créés pour mieux réglementer les relations économiques internationales.

Il en est résulté qu'au cours des décennies qui ont suivi la seconde guerre mondiale, le chaos et les politiques d'isolement sacré ont cédé la place au multilatéralisme, qui a permis d'assurer la croissance et la prospérité.

Mais cette époque est maintenant révolue. Le rôle dirigeant que les Etats-Unis jouaient dans l'économie mondiale n'est plus incontesté. Les progrès technologiques que l'on ne cesse d'enregistrer et l'évolution des moyens d'information ont rendu obsolètes bon nombre de nos institutions et attitudes. La confiance aveugle dans la panacée keynésienne n'est plus de mise; je pourrais d'ailleurs ajouter qu'il n'y a plus de salut dans les doctrines du monétarisme dont la validité est d'ailleurs de plus en plus contestée.

En tant que décideurs, nous sommes appelés à mener à bien ces lourdes tâches et, partant, nous devons être disposés à abandonner toute idée surannée et toute idéologie dont nous avons hérité, qui pourraient compromettre le rôle dirigeant qu'il nous reste à jouer d'ici la fin du XXe siècle.

Nous devons maintenant fonder toutes nos décisions sur cette vérité incontestée qu'est de nos jours notre interdépendance totale. Nous devons éviter tout ce qui pourrait rappeler, de près ou de loin, les aberrations économiques d'avant 1939. Permettez-moi de m'appesantir sur ce point car, il faut le rappeler, la seconde guerre mondiale est le lourd tribut que le monde a dû payer pour avoir été incapable de prévoir et de surmonter la poussée autarcique des années 20 et 30. Ce tribut était certes très lourd, mais il n'est rien devant les conséquences d'un conflit nucléaire.

Cette situation d'interdépendance totale implique, comme le prouvent la crise de la dette et l'effondrement des cours des produits de base, que la pauvreté ou la prospérité d'une nation est l'affaire de tous.

Elle signifie que les nations qui cherchent à réaliser des objectifs de politique purement interne en faisant violence au cadre des échanges internationaux se bercent d'illusions tout en portant préjudice aux autres.

Il s'ensuit que pour pouvoir mener à bien ces tâches il faut réunir deux conditions étroitement liées.

Tout d'abord, les Etats, pays développés en tête, doivent se montrer disposés à restructurer leur économie.

Nous devons tous avoir la sagesse d'apprendre de l'histoire qu'une saine politique intérieure est indissociable d'une judicieuse politique internationale. Si nous sommes incapables de persuader les peuples que nous représentons d'accepter le changement ou, qui plus est, si nous les laissons se refermer sur eux-mêmes et refuser le changement et si nous les encourageons à résister aux ajustements structurels internes et à en entraver l'application, nous aurons trahi et nos peuples et le reste du monde.

A ce propos, je voudrais appeler votre attention sur un aspect absurde et certes peu attrayant de l'actuelle scène économique internationale, à savoir le fait que les pays en développement débiteurs ne cessent de se faire sermonner sur la nécessité d'adopter, quel qu'en soit le prix, des politiques économiques rationnelles et pertinentes, et ce par de grandes puissances économiques, celles-là mêmes qui se soustraient aux rigueurs qu'imposent leur propre situation économique et celle des pays qu'elles sermonnent.

En second lieu, nous devons nous attacher à instaurer des échanges internationaux libres et équitables.

En effet, les restrictions commerciales constituent de nos jours le principal obstacle à la reprise économique. Le protectionnisme est devenu épidémique. Des contingentements, des restrictions volontaires, des mécanismes de soutien des prix intérieurs et des normes de qualité arbitraires sont venus s'ajouter aux barrières tarifaires traditionnelles pour faire obstacle aux échanges d'un nombre impressionnant de produits manufacturés, de produits agricoles et de services.

Nous devons pouvoir négocier ce dangereux virage, et pour ce faire, nous devons, de toute urgence, commencer par nous doter d'un marché qui ne soit pas soumis aux distorsions résultant d'une intervention abusive de l'Etat.

Le domaine où le rapport entre ces deux conditions est le plus étroit et la nécessité d'agir la plus grande est celui du commerce des produits agricoles dont on peut dire à juste titre qu'il connaît la crise la plus profonde depuis celle de 1939.

Dans le secteur agricole, la myopie protectionniste a permis aux agriculteurs de certains pays - quand elle ne les y a pas encouragés - d'ignorer les indicateurs classiques d'une offre excédentaire de leurs produits, tels que la chute des cours internationaux et le gonflement excessif des stocks.

Il en est résulté que leurs exploitations se comportent comme des machines emballées, déversant sur le marché, jusqu'à le saturer, du blé et du boeuf, du beurre et du lait, du sucre et du riz. Depuis le début de la décennie, les cours internationaux du blé ont baissé de près de moitié, les cours du sucre de plus des deux tiers, et, pourtant, la production ne baisse pas et les stocks ne font que croître.

Le protectionnisme a engendré un certain nombre d'anomalies absolument absurdes. L'assistance budgétaire, tant dans les pays membres de la Communauté européenne qu'aux Etats-Unis, profite à des exploitants agricoles qui, très souvent, sont plus riches que le contribuable moyen dont les impôts financent cette assistance. Certains producteurs laitiers de la Communauté européenne paient plus pour importer des aliments pour leurs vaches que le prix qu'ils auraient pu recevoir sur le marché international pour le lait qu'ils produisent. Au Japon, la production de riz est tellement bien rémunérée qu'une partie de l'excédent annuel est vendue à grande perte comme aliment pour bétail.

On estime que les programmes d'appui à l'agriculture se chiffrent pour 1986-1987 à 23 milliards de dollars dans la Communauté européenne et à 26 milliards de dollars aux Etats-Unis, tandis que le Japon a, à ce titre, dépensé plus de 10 milliards de dollars en 1985.

Outre ces coûts budgétaires directs, les prix intérieurs élevés signifient que les consommateurs paient chaque année des milliards de dollars de plus pour permettre aux agriculteurs de continuer à produire.

Le montant total des subventions est énorme. A titre d'exemple, en Europe, les producteurs laitiers reçoivent environ 400 dollars par vache. Cela peut paraître exagéré - et ça l'est - mais c'est fort peu par rapport aux subventions dont bénéficient les agriculteurs américains qui reçoivent 835 dollars pour chaque vache laitière.

Mais malgré tout, et c'est le procès le plus accablant que l'on puisse faire au protectionnisme, le système ne fonctionne pas et il n'aurait d'ailleurs jamais pu fonctionner. Les revenus des agriculteurs protégés n'ont pas augmenté et de plus en plus d'exploitants agricoles font faillite.

Du fait de la mauvaise répartition des ressources et des coûts et prix élevés qui en résultent, les taux de croissance économiques sont, en Europe, de plus en plus faibles et le nombre de chômeurs s'est accru d'au moins un million de personnes.

/...

Par ailleurs, cette situation porte préjudice au reste du monde. Les pays peu développés en subissent le contrecoup du fait qu'ils sont exclus du marché agricole international. Le libre-échange de produits agricoles permettrait aux pays débiteurs de gagner suffisamment de devises pour assurer sans problème le service de leur dette. Qui plus est, ces pays avanceraient sur la voie du développement non pas uniquement grâce à l'aide, mais grâce au commerce.

Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs,

Nous savons qu'il ne s'agit pas d'un problème purement économique devant être résolu par des moyens purement économiques.

Les questions qui se posent et les valeurs dont il est question sont de nature essentiellement politique : c'est le niveau de vie de nos populations qui est en jeu. Les tâches dont j'ai souligné l'urgence, à savoir l'application de mesures d'ajustement structurel dans nos pays et la création d'une attitude antiprotectionniste à l'étranger, sont aussi d'ordre essentiellement politique, puisqu'il s'agit de concilier les exigences souvent concurrentes des exploitants agricoles, des consommateurs, des contribuables, des écologistes et autres.

Lorsqu'il s'agit de proposer des solutions politiques, je crois pouvoir affirmer que l'Australie parle en connaissance de cause, non pas parce que les agriculteurs australiens - sans doute les plus productifs et les moins protégés du monde - sont devenus les victimes innocentes du cycle des mesures protectionnistes imposées par les pays les plus riches du monde - source de frustration, certes - mais parce que les Australiens ont tiré les enseignements qui s'imposent et que bon nombre de nos partenaires commerciaux éprouvent apparemment des difficultés à comprendre ou hésitent à appliquer. Ces enseignements peuvent se résumer en quelques mots : notre interdépendance à l'échelle mondiale.

En tant que membre de la région de l'Asie et du Pacifique qui, à l'échelle de l'économie mondiale, est la plus dynamique et connaît la plus forte expansion, l'Australie n'a eu d'autre choix que de tirer ces enseignements.

Ne fût-ce que pour survivre en tant qu'économie et société modernes et viables dans cette région dynamique, l'Australie ne pourrait se retrancher derrière des barrières artificielles et archaïques.

Comme le savent tous ceux qui ont suivi tant soit peu les réalisations de mon gouvernement au cours des quatre dernières années, nous nous sommes montrés disposés à remplir les deux conditions que j'ai mentionnées plus haut : nous sommes en train de restructurer notre économie et nous nous apprêtons à participer à des échanges internationaux libres et équitables.

Nous éliminons progressivement les barrières qui protègent notre secteur manufacturier et, partant, nos secteurs de l'automobile et des textiles, de l'habillement et de la chaussure bénéficient de moins en moins de mesures de protection. De même, le Gouvernement a décidé de réduire les tarifs douaniers sur les produits chimiques et les plastiques pour les aligner sur ceux appliqués par les autres pays membres de l'OCDE. Les industries sidérurgique et mécanique lourde, qui n'ont pas, dans le passé, bénéficié de mesures de protection

considérables, font maintenant l'objet de mesures de relance dans le cadre de plans sectoriels devant les encourager à se tourner vers l'extérieur pour se lancer à la conquête des marchés internationaux.

Il est certes vrai que, dans certains domaines, les industriels australiens continuent de bénéficier d'une protection tarifaire considérable - plus faible toutefois que par le passé. Il n'est cependant pas vrai, contrairement aux fréquentes affirmations fallacieuses du contraire, que ces mesures peuvent être classées dans la même catégorie que les mesures de protection non tarifaires appliquées au profit de la production agricole et, parfois, industrielle, en Europe, en Amérique du Nord et au Japon.

Je vais, si vous le permettez, vous expliquer les grandes différences. C'est en général au moyen de droits de douane que l'Australie protège son commerce. C'est là une forme transparente d'aide qui permet tout de même un large accès des importations au marché. Ce système ne dépasse pas le cadre de nos frontières et n'est pour rien dans la création d'une production massive d'excédents.

Il ne gêne pas non plus l'accès de nos partenaires commerciaux aux marchés traditionnels par la pratique du dumping et les autres subventions à l'exportation utilisées dans la guerre commerciale actuelle.

Enfin, l'Australie veut oeuvrer à la réduction graduelle du protectionnisme au cours des dix prochaines années.

Je commencerai d'abord par vous dire, en ma qualité d'homme politique aux prises avec les réalités, qu'on ne se rend guère populaire à court terme en annonçant aux ouvriers qu'il leur faut accepter une réduction de leurs salaires réels ou changer les méthodes de travail dont ils ont l'habitude mais qui sont dépassées, aux vieux retraités que leur pension leur sera versée avec du retard, au propriétaire d'une entreprise ou à l'acheteur d'une nouvelle maison que le taux d'intérêt à payer sera plus élevé que prévu.

Les décisions difficiles procurent néanmoins des avantages à long terme, à savoir une économie plus solide et compétitive et un niveau de vie meilleur.

Si nous avons pu réaliser les aménagements de structure nécessaires, c'est grâce à la façon dont nous avons procédé. J'ai depuis longtemps la conviction que c'est non pas par l'affrontement mais par la coopération qu'on peut progresser vers l'équité et la prospérité. En planifiant ses réformes, mon gouvernement a sollicité l'avis de tous les intéressés et s'est efforcé de prendre ses décisions avec l'assentiment de la collectivité tout entière.

Pour dire les choses de façon encore plus directe peut-être : je me suis fondé sur l'idée que dans l'histoire, le cheval "Impératif moral" n'a malheureusement guère gagné de courses. "Intérêt personnel" est une bien meilleure monture car il est plus acharné dans ses efforts. En politique, le secret de la réussite est d'amener les groupes intéressés à se rendre compte que l'intérêt personnel bien compris est synonyme de compréhension mutuelle des intérêts de chacun et de coopération constructive.

C'est une formule que nous pourrions bien utiliser pour résoudre notre problème de commerce agricole puisqu'il y faudra des négociations patientes ainsi qu'une compréhension réaliste - ou, si vous préférez, fondée sur la perception de son propre intérêt - des avantages qu'il y aurait à mettre fin à la guerre commerciale.

Mesdames et Messieurs,

Avec la décision prise récemment de lancer les négociations d'Uruguay, où les pressions agricoles ont été pour la première fois sérieusement inscrites à l'ordre du jour, on a fait un pas important vers la solution du problème de la protection agricole.

Cette nouvelle série de négociations offrira l'occasion de rétablir la confiance dans le système multilatéral et la possibilité de revenir à un commerce plus libre pour le plus grand bien de tous les pays.

L'Australie désire vivement être à l'avant-garde de ce mouvement de réforme.

Nous avons réuni à Cairns des représentants de 14 nations exportatrices agricoles loyales. Ce groupe de Cairns a montré à la réunion de Punta del Este en septembre dernier combien son alliance était solide.

Nous ferons tout ce que nous pourrons pour que les négociations commerciales multilatérales soient couronnées de succès. Comme preuve, j'affirme ici que nous sommes prêts à négocier la consolidation des droits de douane dans tous les secteurs du régime tarifaire australien.

Ce n'est pas là un mince engagement puisque les précédents gouvernements n'avaient consolidé qu'une portion minime des tarifs douaniers.

Pour que la nouvelle série de négociations commerciales multilatérales réussisse à libéraliser le commerce mondial, il faut que tous les pays participants soient fortement motivés et prêts à agir. Il faut qu'elle puisse se dérouler sans attermolements inutiles et sans être détournée de son but par des questions secondaires ou techniques. Certains participants devront envisager d'ouvrir des secteurs jusque là fortement protégés.

Il n'en reste pas moins, Mesdames et Messieurs, qu'avec la meilleure volonté du monde, la nouvelle série de négociations commerciales multilatérales s'étendra encore sur plusieurs années. Je crains que de nombreux pays ne puissent s'offrir le luxe d'en attendre le résultat.

En fait, si la baisse des prix entre les Etats-Unis d'Amérique et la Communauté européenne continue au même rythme effréné, c'est tout le cadre commercial international qui risque de s'effondrer avant que les nouvelles négociations commerciales multilatérales aient pu produire le moindre résultat.

Je veux donc ce soir vous expliquer comment nous pouvons commencer à progresser immédiatement.

Etant donné l'importance que l'Australie attache à cette question, je prendrai d'abord le temps d'exposer brièvement les mesures qu'à mon avis on pourrait et devrait prendre pour y parvenir. (Une déclaration contenant plus de détails sur cette proposition vous est actuellement distribuée.)

La proposition australienne est centrée sur la constatation que le commerce agricole mondial est empoisonné par le fait que les gouvernements accordent à leurs agriculteurs des prix supérieurs aux cours mondiaux, ce qui revient à subventionner une production anti-économique. Cet écart illustre bien la protection quasiment incroyable dont jouissent certains produits.

Le prix pratiqué à l'intérieur de la Communauté européenne est, pour le blé, le double des prix pratiqués sur le marché mondial et pour le beurre, deux fois et demie plus élevé; pour le sucre, il est, pour les pays de la Communauté européenne et les Etats-Unis d'Amérique, environ trois fois supérieur; et pour le riz, il est au Japon quelque huit fois plus élevé.

Pour rendre un semblant de raison au marché agricole mondial, on doit faire en sorte que les prix des marchés intérieurs correspondent davantage aux cours mondiaux. Combler abruptement ce fossé est impossible mais il faut au moins amorcer un mouvement dans la bonne direction.

Notre objectif central devrait être de nous entendre sur le moyen de geler les subventions accordées et de réduire l'écart des prix pour tous les produits de base agricoles.

Cela serait d'ailleurs conforme à la fois aux mesures d'ajustement à prendre dans le secteur agricole qui ont été demandées au Sommet de Tokyo et aux objectifs adoptés à Punta del Este.

Nous avons discuté de notre proposition de gel ou de cessez-le-feu avec des responsables des Etats-Unis et de la Communauté européenne. Je crois que les uns et les autres sont en principe d'accord avec cette idée. Ils sont tous parfaitement conscients de la futilité de la guerre commerciale à laquelle ils se livrent et de ses conséquences pour leur Trésor.

Le gel une fois instauré, on pourrait combler l'écart par une combinaison de mesures visant à réduire simultanément les prix intérieurs imposés et à faciliter une augmentation des prix internationaux par la réduction de l'offre.

Cela doit aller de pair avec l'écoulement méthodique des énormes stocks existants de façon à ce qu'ils soient liquidés progressivement suivant une méthode convenue internationalement en perturbant au minimum le marché.

Je reconnais que tout cela n'ira pas sans mal. Au besoin, le revenu des agriculteurs devra être soutenu par toute une série de mesures supplémentaires d'ajustement.

Mais il ne faudrait pas que ces mesures lient le volume de l'aide au montant produit car elles iraient à l'encontre du but recherché.

La série de réunions importantes qui se tiendront dans les six premiers mois de cette année, dont la réunion d'exportateurs de blé le mois prochain, la réunion des ministres du commerce du GATT en mars, la réunion en mai du Conseil de l'OCDE au niveau ministériel, celle du Conseil mondial de l'alimentation des Nations Unies et le Sommet économique en juin sont autant de moyens de servir ces objectifs.

Mesdames et Messieurs, nous avons à portée de main la possibilité d'opérer une réforme substantielle du commerce agricole.

Si les protagonistes parviennent à un consensus, je crois que les autres pays suivront leur exemple.

Et si nous réussissons maintenant, le succès de nos travaux au GATT ne se fera pas attendre.

Mais si nous échouons, nous courons le risque de voir s'effondrer totalement le système commercial international.

En fait, nous courons un risque encore pire.

La réalité, comme je l'ai déjà mentionné, est que le problème du protectionnisme touche au coeur non pas seulement de notre bien-être économique mais de nos relations politiques fondamentales. Il contient des germes de trouble. En tant que dirigeants, nous devons empêcher ces germes mortels de se développer.

Cette évidence s'impose encore davantage si nous envisageons de nouveau le problème dans une perspective historique plus longue. Dans les décennies qui ont suivi la guerre, le débat économique était principalement centré sur la rivalité idéologique entre l'Est et l'Ouest. Au cours des années 70, notre attention s'est également portée sur les problèmes Nord-Sud.

Ces grandes questions ne sont résolues ni l'une ni l'autre. Pourtant, les nations démocratiques développées de l'Ouest et du Nord sont maintenant, dans ces années 80, mobilisées par un différend qui les affaiblit et qui touche en particulier les nations qui pendant toute l'époque de l'après-guerre ont été à la base de la coopération politique et ont assuré la direction économique.

Je ne prétends pas que les tensions commerciales provoqueront du jour au lendemain l'effondrement des relations politiques cordiales en Occident. Nos liens historiques, démocratiques et stratégiques profonds sont tous des biens assez durables capables de résister à un désaccord très sérieux sur les questions économiques.

Mais nous ne devons pas perdre de vue la thèse plausible que les tensions commerciales, si on les laisse se détériorer, rongent si bien petit à petit les biens que les pays occidentaux ont entre eux sur le plan politique et celui de la sécurité qu'ils ne finissent par perdre leur force et qu'il nous reste une forme dépourvue de substance.

Que ce processus soit graduel et subtil et non pas soudain et dramatique ne le rendrait pas moins pernicieux non plus que ses conséquences ultimes moins néfastes.

Mon pays fait partie de l'alliance occidentale non seulement par suite d'une obligation découlant d'un traité mais aussi par pure considération stratégique, convaincu qu'il est que la force et l'unité de vue de l'Occident sont essentielles. Pourtant, nous avons eu l'occasion en Australie de nous rendre compte que le protectionnisme pratiqué par nos amis peut provoquer la colère du public et inciter à contester des alliances considérées jusque-là comme sacro-saintes.

En fait, l'affaiblissement de notre économie par la politique de protectionnisme myope poursuivie par nos alliés occidentaux ne peut qu'amoinrir notre capacité d'aider à promouvoir les intérêts de l'Ouest.

A en juger par la réaction des Australiens aux politiques d'exportation agricole pratiquées par les Américains et les Européens, le sentiment de frustration et le ressentiment croissants qu'inspirent aux Américains, aux Européens et aux Japonais les pratiques commerciales qu'ils poursuivent à l'endroit les uns des autres doivent véritablement miner la cohésion à long terme des pays occidentaux.

Mesdames et Messieurs, j'ai commencé mon intervention ce soir en rendant hommage à la grande envergure des participants à ce colloque de Davos. L'obligation qui vous incombe est elle aussi de taille.

J'espère que dans les jours à venir vous étudierez les propositions que je vous ai brièvement présentées pour que s'instaure un environnement économique international juste et ouvert où le commerce puisse fleurir et où les relations entre les pays puissent être améliorées.

Si ce n'est pas à vous qu'il revient de présider à l'évolution des idées et des politiques, je ne sais pas à qui d'autre nous pouvons confier le soin de mener l'entreprise collective d'importance vitale qui nous attend.

ANNEXE II

Texte d'une communication intitulée "Comment résoudre la crise de l'agriculture mondiale : une proposition australienne", présentée à Davos, le 29 janvier 1987, par le Premier Ministre de l'Australie

La crise de l'agriculture mondiale crée de graves tensions dans les relations économiques et politiques internationales. La présente communication a trait à une proposition faite par l'Australie en vue de contribuer au règlement de la crise.

L'agriculture mondiale n'a jamais connu un climat aussi défavorable depuis la grande dépression. Les cours des produits de base se sont effondrés, compromettant sérieusement, voire définitivement dans bien des cas, la situation financière des agriculteurs de nombreux pays. Les coûts des programmes d'aide à l'agriculture se sont envolés, représentant une charge de plus en plus grande pour les contribuables, alors que dans certains pays développés, les prix à la consommation des produits alimentaires sont devenus excessifs.

Pour bon nombre de pays parmi les moins avancés, les problèmes de la dette se sont aggravés, laissant planer une menace sur le système monétaire international. Dans les secteurs pauvres du monde, nombreux sont ceux qui se sont vus priver de leur gagne-pain.

Le chômage a augmenté, notamment dans les zones rurales. Quant aux alliances politiques internationales traditionnelles, elles ont été mises à dure épreuve.

Principaux indicateurs de la crise

Les indicateurs de la crise de l'agriculture mondiale, tels qu'ils figurent dans les tableaux 1, 2 et 3, parlent d'eux-mêmes. En résumé, depuis le commencement de la décennie :

- a) Les cours mondiaux du blé ont baissé de 50 % et les stocks ont augmenté de plus de 70 %;
- b) Les cours mondiaux du sucre accusent une baisse de 80 % et les stocks ont augmenté de 45 %;
- c) Les cours du beurre ont baissé d'environ 50 % et les stocks ont enregistré une augmentation massive, passant à 1,7 million de tonnes;
- d) Les stocks de viande de boeuf de la Communauté européenne ont augmenté de plus de 600 000 tonnes, ce qui représente trois fois le niveau habituel;
- e) Les céréales fourragères, le riz et les graines oléagineuses ont enregistré des baisses de prix tout aussi brusques et une surproduction également préoccupante.

Les coûts directs des programmes d'aide à l'agriculture ont augmenté dans des proportions considérables : aux Etats-Unis, ils sont de l'ordre de 26 milliards de dollars des Etats-Unis, alors qu'ils se situaient aux alentours de 3 à 5 milliards

/...

Tableau 1 : Blé - Cours mondial et stocks

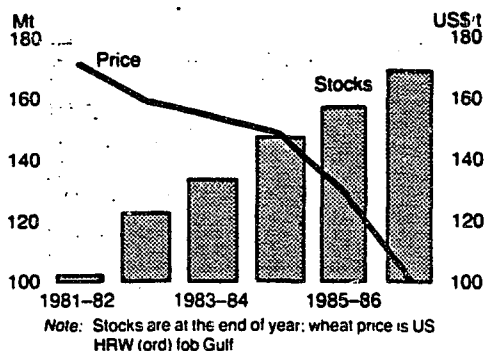


Tableau 2 : Beurre - Cours mondial et stocks

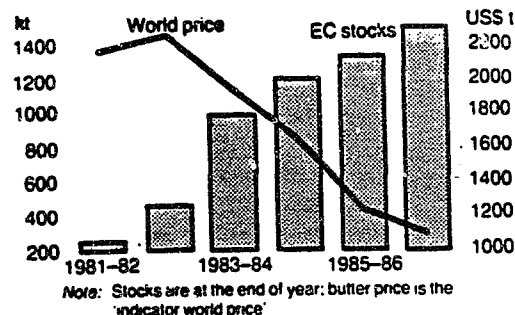
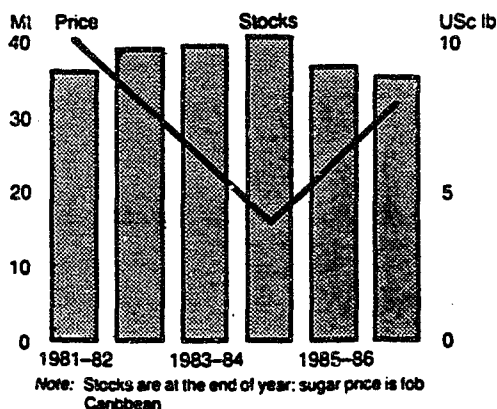


Tableau 3 : Sucre - Cours mondial et stocks



de dollars au début de la décennie; en ce qui concerne la Communauté européenne, les coûts ont doublé au cours des cinq dernières années, atteignant, cette année, le chiffre de 23 milliards de dollars des Etats-Unis (non compris les dépenses directes engagées par les gouvernements); au Japon, les contribuables ont versé, en 1985, 10,5 milliards de dollars à titre de subventions à l'agriculture.

Les coûts budgétaires ne reflètent qu'un aspect de la réalité. Au Japon et dans la CEE, de même qu'aux Etats-Unis pour certains produits, les prix à la consommation sont fixés à des niveaux très supérieurs à ceux des cours mondiaux. Ces ressources additionnelles que les consommateurs transfèrent aux agriculteurs lorsqu'ils achètent leurs produits alimentaires représentent, dans certains cas, un montant bien supérieur à celui des subventions versées par les contribuables.

Dans la CEE, les subventions et les transferts de ressources provenant des consommateurs représentent au total, pour chaque famille européenne n'appartenant pas au milieu agricole, un coût annuel supérieur à 900 dollars des Etats-Unis. Aux Etats-Unis, sur le montant annuel des impôts acquittés par chaque famille n'appartenant pas au milieu agricole, environ 700 dollars des Etats-Unis vont aux agriculteurs sous forme de subventions. Et encore, ce montant ne tient-il pas

compte des transferts importants de ressources provenant des consommateurs. Pour ce qui est du Japon, les chiffres de l'aide octroyée aux agriculteurs travaillant à temps plein sont très supérieurs à ceux qui précèdent.

Aucune diminution prévisible des excédents

En l'absence de grands changements d'orientations, la crise de l'agriculture mondiale se poursuivra dans les années 90 (voir tableau 4). Bien que les stocks mondiaux de céréales aient augmenté au point d'atteindre l'équivalent de deux ans et demi de consommation mondiale totale, les projections australiennes indiquent que, si l'on maintient les politiques actuelles, les stocks augmenteront encore avant de commencer à diminuer légèrement.

Causes de la crise mondiale

Les facteurs qui expliquent les immenses excédents actuels de produits alimentaires se situent à la fois du côté de la demande et du côté de l'offre. Dans la décennie qui s'est terminée en 1982, le volume des échanges mondiaux de produits agricoles a augmenté de 35 %, cette augmentation étant imputable, en majeure partie, aux pays en développement. Au début des années 80, le commerce mondial a perdu son dynamisme et la croissance économique a pris fin. La demande des pays en développement a stagné, tant à cause du ralentissement de la croissance de l'économie mondiale, lui-même lié à la crise de la dette internationale, que de l'efficacité des programmes de développement agricole entrepris par ces mêmes pays.

Mais le facteur le plus important, toutefois, est le fait que les politiques agricoles adoptées par les grands pays industriels ont eu pour effet de rendre les agriculteurs moins enclins à s'adapter à l'évolution de la demande mondiale. Ce qui en a résulté est décrit dans le tableau 5. Des stocks massifs se sont accumulés, alors que l'offre et la demande s'engageaient dans des directions opposées.

Tableau 4 : Stocks de céréales
(Etats-Unis et
reste du monde)

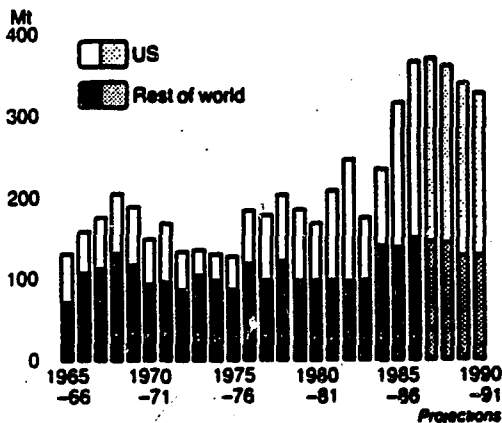


Tableau 5 : Commerce mondial et
stocks de produits
agricoles

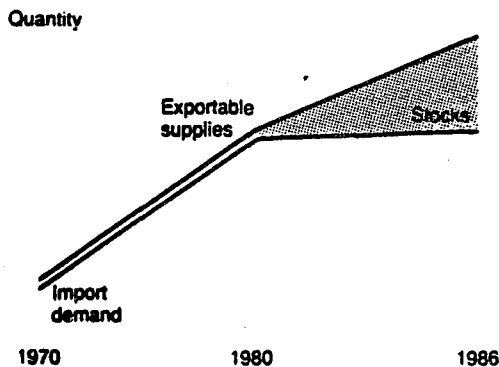
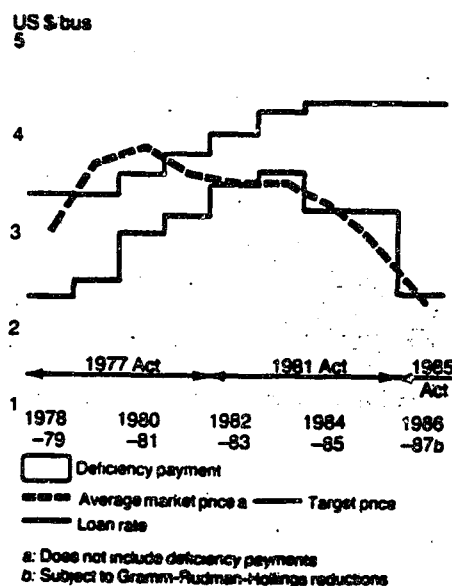


Tableau 6 : Taux d'emprunt E.-U., prix cible et prix moyen du blé sur le marché



Aux Etats-Unis, comme l'indique le tableau 6, les subventions gouvernementales se sont substituées aux recettes commerciales en baisse. Alors que les prix du marché s'effondraient, les prix imposés faisaient exactement le contraire. Dans la CEE et au Japon (tableaux 7 et 8), les transferts de ressources provenant des consommateurs et les subventions directes ont servi de façon croissante à mettre les agriculteurs à l'abri des conséquences de la chute des cours mondiaux.

Tableau 7 : Blé tendre - prix imposés par la CEE et prix du marché

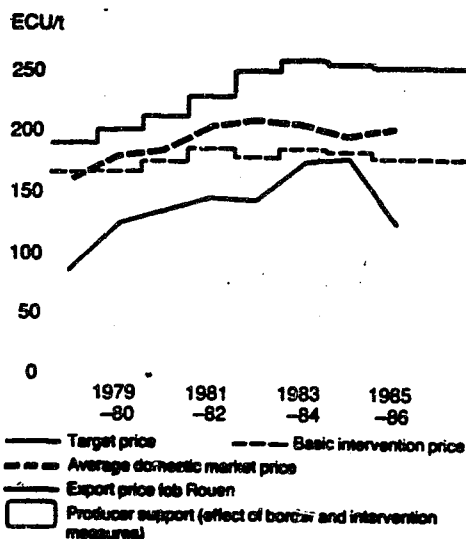
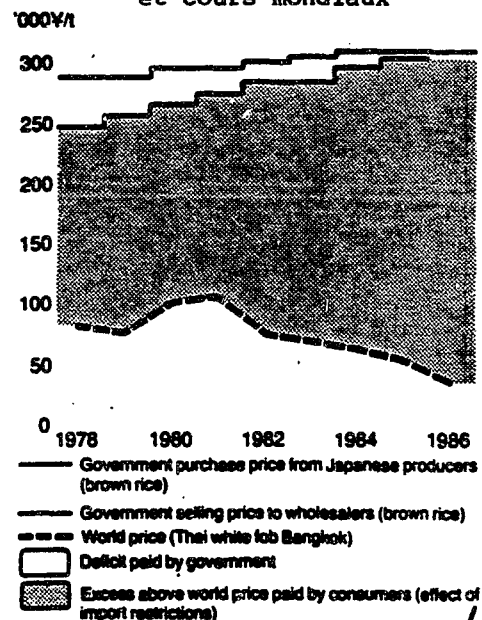


Tableau 8 : Riz - Prix japonais imposés et cours mondiaux



Le coeur du problème

Les programmes d'aide à l'agriculture incitent les agriculteurs à produire et c'est ce qui fait que l'offre dépasse massivement la demande potentielle. Le caractère rigide de ces incitations et l'augmentation rapide de la productivité agricole aggravent encore le problème. Les tableaux 9 à 12 indiquent la magnitude des incitations à la production de céréales, de sucre, de beurre et de viande de boeuf au Japon, aux Etats-Unis et dans la CEE.

Tableau 9 : Céréales - Ecart entre les prix

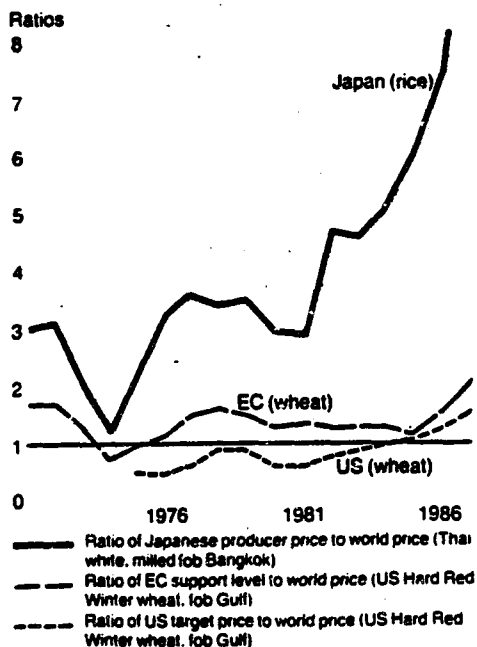


Tableau 10 : Sucre - Ecart entre les prix

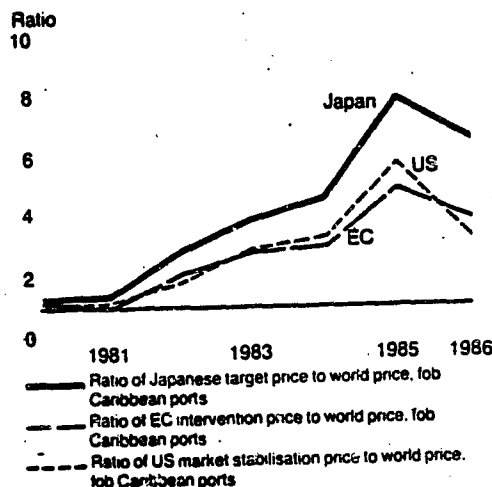


Tableau 11 : Beurre - Ecart entre les prix

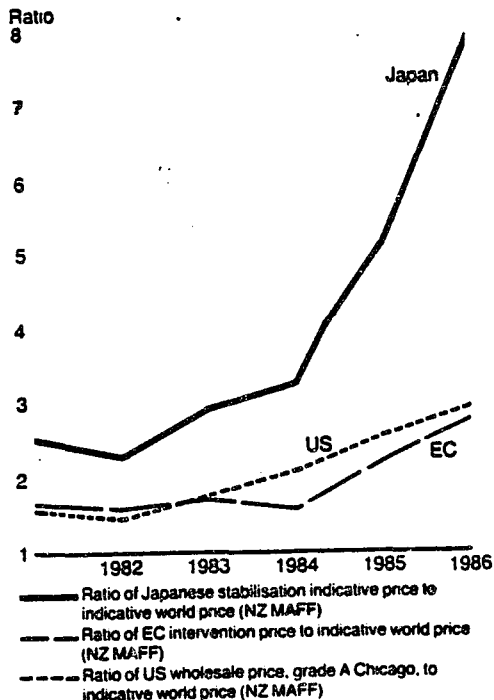
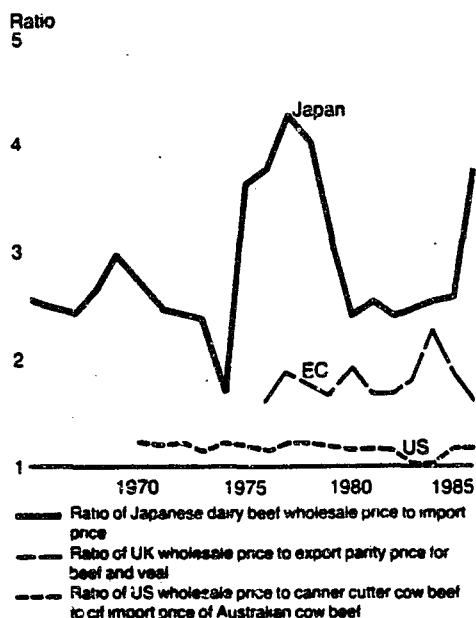


Tableau 12 : Viande de boeuf - Ecart entre les prix



Comme il ressort de ces tableaux, le prix payé par le Japon aux producteurs locaux de riz, de sucre et de beurre est environ huit fois supérieur au cours mondial de ces produits. Les avantages que représente pour le Japon le fait d'avoir accédé aux marchés mondiaux des articles manufacturés n'ont pas été réciproques, en ce sens que les exportateurs de produits agricoles n'ont pas eu accès, eux, au marché japonais.

L'écart entre les prix

Le tableau 9 indique le rapport entre les prix intérieurs imposés et les cours mondiaux. Plus ce rapport est supérieur à l'unité et plus l'écart entre les prix est grand. Les subventions directes et indirectes déterminent dans une large mesure l'ampleur de cet écart.

L'écart entre les prix peut être supprimé à la fois en aval et en amont. En effet, si l'on diminue les incitations à produire en abaissant les prix imposés payés aux agriculteurs, l'offre mondiale diminuera et cela facilitera le relèvement des cours mondiaux.

Ramener l'écart entre les prix à zéro est un objectif qui n'est guère réaliste dans un avenir prévisible. Mais il est tout aussi irréaliste de maintenir cet écart à son niveau actuel. Ce à quoi il faut tendre, c'est donc à le réduire aussi vite que possible. Un écart supérieur à 0,3 - prix intérieurs imposés supérieurs de 30 % aux prix mondiaux - ne devrait pas être considéré comme acceptable par les grands pays industriels, tant sur le plan national qu'international.

Contrôle de l'offre et gestion des stocks

Abaisser les prix intérieurs imposés est un moyen de faciliter la convergence des prix internationaux et des prix nationaux. Toutefois, il existe également d'autres moyens d'atteindre cet objectif. On peut envisager de gérer les marchés non seulement sur le plan national mais également sur le plan international. C'est ainsi que quelque 40 accords internationaux de produits de base portant sur 13 produits sont entrés en vigueur depuis 1931. Toutefois, les résultats obtenus grâce à ces accords sont très médiocres.

Pour ce qui est d'agir directement sur l'offre en la contrôlant, on se heurte là à des problèmes pratiques d'ordre administratif outre que de tels contrôles risquent de gonfler les coûts de production et de limiter l'accroissement du rendement que permet l'évolution des techniques.

Le contrôle de l'offre et la gestion des marchés ne sauraient donc remplacer véritablement les mesures de discipline qu'il est indispensable d'adopter si l'on veut s'attaquer aux causes profondes du problème, ces causes étant les prix intérieurs imposés qui se situent à des niveaux trop élevés et les restrictions commerciales qui vont de pair. Tels sont les problèmes sur lesquels doit être centrée la révision des politiques agricoles. Il existe néanmoins deux domaines dans lesquels la réglementation directe de l'offre a un rôle à jouer.

En premier lieu, dans les cas où l'écart entre les prix est anormalement large, la diminution des prix intérieurs devra se faire progressivement sur une longue période. Dans un premier temps, le contrôle direct de la production peut remplacer la baisse des prix imposés qui aura lieu plus tard. De toute évidence, le contrôle de la production incombe aux pays qui ne sont pas en mesure de réduire rapidement l'écart entre leurs prix intérieurs et les prix du marché.

En deuxième lieu, aussi longtemps que les énormes stocks actuels de céréales, de sucre, de produits laitiers et de viande de boeuf continueront de saturer les marchés, les cours mondiaux mettront beaucoup de temps à remonter. Aussi est-il nécessaire d'isoler ces excédents du marché et de ne les écouler que lorsque la production actuelle commencera vraiment à diminuer. Il incombe aux pays qui ont accumulé ces stocks de les gérer et de les éliminer.

Revenu des agriculteurs

Les gouvernements hésitent, et cela se comprend, à réduire les prix de soutien à l'agriculture à cause des conséquences que de telles mesures peuvent avoir sur le revenu des agriculteurs. Ainsi, aux Etats-Unis, les subventions du Gouvernement représentent actuellement la moitié environ du revenu monétaire net des agriculteurs. Dans la CEE et au Japon, subventions et transferts des consommateurs aux agriculteurs représentent une proportion encore plus élevée de ce revenu.

Si plusieurs pays, agissant d'un commun accord, diminuaient les prix imposés et si l'on s'efforçait de bloquer et de gérer les stocks, les prix du marché remonteraient progressivement, ce qui compenserait, dans une certaine mesure, la réduction des subventions et des transferts. Néanmoins, le revenu des agriculteurs diminuerait à court terme, ce qui rendrait nécessaire l'adoption de mesures de soutien et d'ajustement.

Certes, ces mesures auraient inévitablement un certain effet sur le niveau de la production mais cet effet pourrait être minimisé si une distinction très nette était établie entre les mesures destinées à soutenir le revenu des fermiers et les prix payés pour leurs produits.

Réaliser le changement : calendrier des travaux concernant les mesures à prendre sur le plan intérieur

Les prochains mois seront une période très active pour la prise de décision en matière de politique intérieure.

Aux Etats-Unis est prévu un débat du Congrès sur la politique agricole, déclenché par les récentes propositions du Président tendant à modifier quelques dispositions de la Farm Bill. On commencera à connaître les décisions concernant le programme d'aide, notamment les taux des prêts, les prix d'objectif et les dispositions relatives aux primes de mise hors culture en juin, avec le programme d'aide au blé, et les autres décisions s'échelonneront jusqu'au mois d'octobre.

A la Communauté économique, les propositions de la Commission concernant les prix pour 1987-1988 seront probablement débattues au Conseil des ministres jusqu'à ce que les décisions soient annoncées, vraisemblablement en avril.

Au Japon, le budget de 1987-1988, y compris les dépenses relatives à l'agriculture, est en cours d'examen par la Diète. Les décisions concernant les prix du bétail seront connues en mars et les prix des cultures marchandes seront fixés dans la période allant de juillet à septembre inclus.

Si l'on veut procéder rapidement à des réformes importantes, il faut qu'elles se manifestent dans les décisions prises au cours de ces travaux.

Réaliser le changement : calendrier des travaux concernant les mesures à prendre sur le plan internationa

Il faut que de nombreux pays procèdent à des changements concertés en matière de politique agricole pour répartir équitablement la charge de l'ajustement. Les décisions qui s'imposent dans l'immédiat doivent être prises au niveau national, mais le changement peut être favorisé si les nations agissent de concert. Il faut donc parvenir à un large accord international.

Une série de réunions internationales importantes sont prévues pour le premier semestre de 1987, notamment :

- a) Une réunion des exportateurs de blé aux Etats-Unis en février;
- b) La réunion des ministres du commerce qui doit se tenir en Nouvelle-Zélande en mars;
- c) La réunion du Conseil des ministres de l'OCDE prévue pour mai;
- d) La réunion du Conseil mondial de l'alimentation prévue pour juin;
- e) Une réunion des dirigeants occidentaux d'une importance cruciale lors du sommet économique qui doit se tenir à Venise, en juin également.

Chacune de ces réunions devrait imprimer une impulsion nouvelle aux activités visant à modifier les politiques et les échanges agricoles et influencer sur le calendrier des travaux relatifs à la politique agricole intérieure des divers pays évoqué plus haut.

Nécessité d'une action immédiate

On ne peut permettre à la crise de se prolonger, et pourtant le processus de négociations commerciales multilatérales sera inévitablement retardé.

Procéder rapidement à des réformes faciliterait les progrès au cours des négociations commerciales multilatérales en faisant disparaître des obstacles importants à la négociation des nouvelles règles qui devraient régir les échanges agricoles. Ces réformes par l'exemple qu'elles donneraient, favoriseraient également de plus larges progrès dans les négociations, et constitueraient une incitation au changement pour les pays qui, tout en souffrant eux-mêmes du protectionnisme agricole, protègent leurs domaines sensibles.

Engagement de l'Australie

Le secteur agricole de l'Australie n'est pas, évidemment, très fortement protégé; l'Australie poursuivra sa politique agricole qui est d'aider les agriculteurs à s'adapter aux fluctuations des prix internationaux. Néanmoins, l'Australie a des droits de douane relativement élevés dans quelques secteurs manufacturiers.

En 1986, l'Australie a pris des mesures pour ouvrir davantage à la concurrence son industrie textile, de l'habillement et de la chaussure ainsi que son industrie chimique et de produits plastiques, deux importants secteurs de l'industrie manufacturière. Des mesures analogues ont été prises dans l'industrie automobile et la sidérurgie. L'Australie a reconnu les coûts qu'entraînait l'isolement de la compétition internationale d'importants secteurs et n'a pas attendu la fin des négociations commerciales multilatérales pour prendre des mesures.

L'Australie est fermement résolue à assurer le succès de la série de négociations. Comme preuve de cette volonté, l'Australie est prête à négocier des engagements impératifs pour tous les secteurs de son tarif douanier, ce qui représente une évolution importante puisque, jusqu'à présent, elle n'avait accepté d'engagements impératifs que pour une très faible partie de son tarif.

Négociations d'Uruguay et agriculture

En septembre 1986, les parties contractantes au GATT sont convenues, dans la déclaration ministérielle qui a lancé les négociations d'Uruguay, de s'efforcer de libéraliser le commerce des produits agricoles et de renforcer les règles et les disciplines du GATT concernant les échanges agricoles.

Dans l'esprit de la Déclaration d'Uruguay, le Ministre australien du commerce a exploré, avec plusieurs des principaux partenaires commerciaux, la notion d'une "trêve" des subventions qui touchent directement ou indirectement les échanges agricoles. L'adoption de cette idée laisserait un répit et offrirait une base stable pour le démantèlement négocié de ces subventions.

Cette notion semble avoir recueilli un large appui de principe. Les débats ont été centrés sur les meilleurs moyens de la faire entrer dans les faits et d'assurer une surveillance effective de sa mise en application. Un moyen simple et efficace est d'appliquer cette idée à une mesure qui reflète les importantes subventions des prix agricoles, à savoir l'écart entre les prix intérieurs imposés et les cours mondiaux. Une trêve des subventions et une réduction progressive de l'écart entre les prix intérieurs imposés et les prix internationaux, qui débiterait par une réduction des prix de soutien intérieur imposés, permettraient de réduire trois importantes formes de subvention : les paiements compensatoires, les transferts aux consommateurs et les restitutions à l'exportation.

Pour faciliter une réduction harmonieuse de l'écart entre les prix et assurer un partage équitable des charges provoquées par le changement, il serait bon de modifier les politiques intérieures dans le cadre d'un ensemble de principes généraux acceptés.

L'OCDE travaille depuis quelque quatre ans à l'élaboration d'un mandat ministériel sur les échanges agricoles. L'Organisation a dressé un tableau général des politiques agricoles des principaux pays membres, y compris la détermination de l'équivalent de subvention nette des différentes mesures utilisées. L'OCDE est donc bien placée pour élaborer un ensemble de principes directeurs et surveiller les réformes des politiques agricoles.

Actions en cours

La proposition australienne est faite en pleine connaissance de l'action de réforme menée au Japon, aux Etats-Unis et dans la Communauté européenne. Les mois qui suivent donneront l'occasion de faire de nouveaux progrès coordonnés.

L'action entreprise récemment par la Communauté européenne porte notamment sur la modification du régime des céréales, les accords visant à réduire l'offre de produits laitiers et à changer le système d'intervention pour le boeuf, ainsi que sur le ralentissement du taux d'augmentation des prix imposés. Néanmoins, les modifications en cours, aussi importantes qu'elles soient, ne permettront pas de résoudre les problèmes budgétaires de la Communauté européenne et la crise agricole internationale.

Au Japon, le Conseil chargé d'examiner la politique agricole a récemment promulgué de nouvelles directives pour l'application de la politique agricole. Il s'agit notamment de fixer les prix intérieurs en prenant davantage en considération les prix du marché international. Les augmentations de prix ont été freinées ces dernières années, le prix du riz qui est d'une importance capitale étant gelé en 1986-1987. Néanmoins, l'écart entre les prix intérieurs japonais et les cours mondiaux reste très grand.

Aux Etats-Unis, le Président a récemment proposé des réformes importantes, y compris des réductions des prix d'objectif. La réaction du Congrès américain à l'égard de ces propositions sera incontestablement influencée par les décisions de la Communauté européenne en matière de prix.

Pour enregistrer de réels progrès en 1987, il faut que les propositions faites au plan national et les décisions prises aboutissent progressivement à la création d'un climat international favorable à des changements positifs. La série de réunions internationales déjà évoquée est l'occasion de bénéficier de ce climat, de mettre au point un accord sur la réforme des politiques et des échanges agricoles et de réaliser des progrès dans la série de négociations commerciales multilatérales d'Uruguay qui est d'une importance cruciale.

Le plan exposé ci-après exige qu'un certain nombre de pays importants prennent des décisions simultanées afin de répartir la charge de l'ajustement. La présente initiative vise à jouer un rôle de catalyseur. Elle cherche à indiquer une voie permettant de progresser de manière continue. A cette fin, il faut que les Etats-Unis, la Communauté européenne et le Japon jouent nettement un rôle de premier plan. Sans décisions rigoureuses et sans une ferme orientation, les problèmes associés à la crise mondiale de l'agriculture s'aggraveront.

La proposition de l'Australie vise à contribuer à résoudre la crise mondiale de l'agriculture. Le Gouvernement australien reconnaît que d'autres peuvent souhaiter faire d'autres propositions. L'Australie est disposée à participer à des discussions visant à résoudre le problème envisagé dans d'autres perspectives. Néanmoins, la proposition qui est présentée ici constitue une base propre à permettre de résoudre le problème. L'Australie la recommande aux autres nations aux fins d'évaluation.

Eléments de la proposition

1. Engagement d'arrêter l'augmentation des subventions et de geler et réduire progressivement l'écart entre les prix intérieurs imposés des produits agricoles et les prix internationaux du marché.

Un tel engagement irait dans le sens de la Déclaration d'Uruguay. L'Australie propose que les ministres de l'agriculture et du commerce prennent un tel engagement dès que possible.

2. Une première réduction des prix intérieurs à la production imposés pour 1987-1988. Les sept pays du sommet économique devraient en prendre l'initiative.

Les prix pourraient par exemple être réduits de 10 % pour tous les produits pour lesquels l'écart entre les prix intérieurs imposés et les prix internationaux dépasse 30 %. Une telle proposition pourrait être appliquée par les Etats-Unis, la Communauté européenne et le Japon lors des examens des prix et de l'élaboration de leur budget, et par d'autres pays dans le cadre d'examen analogues. Un engagement en ce sens pourrait être pris lors du sommet économique de Venise et les pays pourraient également s'engager à procéder à de nouvelles réductions jusqu'à ce que l'écart entre les prix s'amenuise substantiellement.

3. La diminution de l'écart entre les prix devrait être accélérée par la prise de mesures intérimaires visant à contenir l'offre et à exclure les stocks des pays dont les prix intérieurs imposés restent beaucoup plus élevés que les prix internationaux.

Des excédents ont généralement été accumulés dans les pays exportateurs où les niveaux des subventions aux prix agricoles et les autres formes d'assistance liées au marché sont les plus élevés. En conséquence, ces pays sont les premiers responsables de cet état de choses et devraient adopter des mesures pour maîtriser et bloquer les excédents. Les progrès en vue de restaurer un équilibre international sur les marchés agricoles seraient interrompus si l'on craignait que des excédents ne soient déversés de manière désordonnée sur le marché mondial.

4. Les mesures de soutien au revenu des agriculteurs devraient être séparées, dans la mesure du possible, des prix à la production des produits agricoles.

Pour faciliter la réforme des prix imposés, il faudrait prendre de nouvelles mesures d'ajustement, améliorer la protection sociale et les politiques de soutien direct des revenus dans les pays où existent de grands écarts entre les prix intérieurs et les prix internationaux.

5. L'élaboration d'un ensemble de principes acceptés visant à libéraliser les échanges agricoles mondiaux dans le cadre d'une réforme des politiques agricoles intérieures entreprises par les gouvernements.

Cet ensemble de principes donnerait aux nations l'assurance que leurs actions s'insèrent dans le cadre d'un mouvement de réformes plus large. L'OCDE est bien placée pour élaborer et proposer un tel ensemble de principes. Ces derniers pourraient être examinés par la réunion du Conseil au niveau ministériel en mai et approuvés par le sommet économique qui doit se tenir à Venise en juin.

6. Un accord sur la réforme internationale de l'agriculture devrait être conclu au sommet économique de Venise en juin.

La déclaration de la réunion au sommet de l'année écoulée a marqué un tournant dans l'attitude de la communauté internationale à l'égard de la crise de l'agriculture et ceci a été renforcé par la Déclaration publiée lors des négociations d'Uruguay du GATT. Le sommet économique de 1987 donne l'occasion de s'engager plus avant sur la voie de la réforme de l'agriculture mondiale sur la base des principes et notions qui viennent d'être exposés.

7. Négociations sur l'agriculture, dans le cadre des négociations d'Uruguay, et portant sur l'établissement de disciplines efficaces devant régir le fonctionnement des subventions agricoles directes et indirectes et des programmes de soutien des prix, et accès accru au marché.

Le renforcement rapide des règles et disciplines du GATT concernant l'agriculture est d'une importance critique si l'on veut que le mouvement en faveur d'une réforme débouche sur des améliorations permanentes du fonctionnement des marchés internationaux.
